



COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
4, esplanade Louis Bayeurte
94125 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures













**FOURNITURE DE PRODUITS ET ARTICLES D'ENTRETIEN ET
D'HYGIENE**

Appel d'offres ouvert

MARCHE N° 24015

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u>: FOURNITURE DE PRODUITS ET ARTICLES D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS 4, esplanade Louis Bayeurte 94125 - FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS 4, esplanade Louis Bayeurte 94125 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 5 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3. DURÉE.....	5
ARTICLE 4. CARACTÉRISTIQUES DU DÉLAI DE LIVRAISON :	6
ARTICLE 5. ACCORD-CADRE.....	6
5.1. TYPE D'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 7. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 8. INTERVENANTS.....	6
8.1. SOUS-TRAITANCE	6
8.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	7
PARTIE 2. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 9. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	8
9.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX	8
9.2. CONTENU DU PRIX	8
9.3. VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 10. AVANCE.....	10
ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 12. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	10
12.1. DÉLAI DE PAIEMENT	10
12.2. FACTURATION	10
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	12
ARTICLE 13. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	12
13.1. REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	12
13.2. SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHE	12
13.3. BONS DE COMMANDE.....	12
ARTICLE 14. EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
14.1. LIEUX D'EXÉCUTION.....	12
14.2. STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DÉCHETS.....	13
14.3. LIVRAISON	13
14.4. RUPTURE DE STOCK.....	13
14.5. LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES	13
ARTICLE 15. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	13
15.1. GÉNÉRALITÉS	14
15.2. PUBLICS ÉLIGIBLES.....	14
15.3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE DU TITULAIRE :	15
15.4. GLOBALISATION DES HEURES D'INSERTION :	15
15.5. INTERVENTION D'UN FACILITATEUR :	16
15.6. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION :	16
ARTICLE 16. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	16
ARTICLE 17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
17.1. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	17
ARTICLE 18. ADMISSION.....	17
ARTICLE 19. DÉLAI DE GARANTIE	17
PARTIE 5. CLAUSES DIVERSES.....	18
ARTICLE 20. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	18
20.1. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL :	18
20.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ :	18

20.3.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE :.....	18
20.4.	REPARATION DES DOMMAGES :	18
ARTICLE 21.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	18
PARTIE 6.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	20
ARTICLE 22.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	20
22.1.	PENALITES DE RETARD	20
22.2.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES REGLES LIEES A LA TARIFICATION, A LA LIVRAISON OU A LA FACTURATION	20
22.3.	AUTRES PENALITES	20
22.4.	PENALITES TRAVAIL DISSIMULE	21
22.5.	PENALITES CLAUSE D'INSERTION	21
22.6.	MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES	21
22.7.	DEROGATIONS OU PRECISIONS RELATIVES AUX PRIMES.....	21
ARTICLE 23.	MESURES COERCITIVES.....	21
ARTICLE 24.	CAS DE RÉSILIATION.....	22
24.1.	PRINCIPES GENERAUX	22
24.2.	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	22
24.3.	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	22
24.4.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22
ARTICLE 25.	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	22
PARTIE 7.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	23

Préambule

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des fournitures : FOURNITURE DE PRODUITS ET ARTICLES D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot n° 1 : Produits d'entretien et d'hygiène

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 85.000,00 € HT.

Lot n° 2 : Produits d'entretien pour les offices de restauration

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 30.000,00 € HT.

Lot n° 3 : Articles à usage unique, distributeurs associés et corbeilles

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 110.000,00 € HT.

Lot n° 4 : Brosserie, matériels et accessoires d'entretien

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 20.000,00 € HT.

Lot n° 5 : Disques pour auto laveuses et mono brosses

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 2.000,00 € HT.

En application des articles R 2123-1 alinéa 2 et R 2122-8 du code de la commande publique, l'acheteur crée un lot spécifique réservé aux entreprises du secteur de l'inclusion intitulé :

Lot n° 6 : Fourniture de produits d'entretien et d'hygiène, articles à usage unique, brosse, matériels et accessoires d'entretien, disques pour auto laveuses et mono brosses auprès des entreprises du secteur de l'inclusion.

Ce lot fait l'objet d'un processus de contractualisation en dehors de la consultation ouverte pour les 5 premiers lots.

ARTICLE 3. DUREE

Durée initiale de cet accord-cadre : 12 mois

Pour l'ensemble des lots, la durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification. Le délai de livraison correspond au délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

Le présent marché comprend trois reconductions tacites pour une période de 12 mois chacune.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

La non-reconduction du marché par l'acheteur ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU DELAI DE LIVRAISON :

Le titulaire s'engage à intervenir dans les délais indiqués dans le cadre de réponse technique.

En tout état de cause, ce délai ne peut dépasser 5 jours ouvrés, à compter de la validation de la commande par l'Administrateur, sur le site internet du titulaire.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 8.1 du présent document.

ARTICLE 5. ACCORD-CADRE

5.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures.

ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- Acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- CCAP ;
- CCTP ;
- Le cadre de réponse technique et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. (*)

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 8. INTERVENANTS

8.1. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

8.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. Les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le DQE ne seraient pas atteintes.

9.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

9.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante :

Les prix sont fermes pendant la première année du marché. Les prix sont ensuite révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision est demandée par la partie la plus diligente, accompagnée du nouveau bordereau de prix daté et signé et de tous justificatifs nécessaires, par application de la formule ci-après.

La révision de prix se fait à la baisse comme à la hausse.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Pour les Lot n° 1 : Produits d'entretien et d'hygiène et Lot n° 2 : Produits d'entretien pour les offices de restauration

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,875 * i/I + 0,125$

où

iI = indice CPF 20.41 - Savons, détergents et produits d'entretien en vigueur Dernier indice connu à la date de la demande de révision.

I = indice CPF 20.41 - Savons, détergents et produits d'entretien en vigueur Le mois précédant la date de signature de l'acte d'engagement et pour les révisions suivantes la valeur de l'indice de la révision précédente.

Pour le lot n° 3 : Articles à usage unique, distributeurs associés et corbeilles

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$$CR = 0,875 * i1/I1 + 0,125$$

où

i1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.22 – Articles en papier à usage sanitaire en vigueur Dernier indice connu à la date de la demande de révision.

I1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.22 – Articles en papier à usage sanitaire en vigueur Le mois précédant la date de signature de l'acte d'engagement et pour les révisions suivantes la valeur de l'indice de la révision précédente.

Pour le lot n° 4 : Brosserie, matériels et accessoires d'entretien

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$$CR = 0,875 * i1/I1 + 0,125$$

où

i1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32 – en vigueur Dernier indice connu à la date de la demande de révision.

I1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32 – en vigueur Le mois précédant la date de signature de l'acte d'engagement et pour les révisions suivantes la valeur de l'indice de la révision précédente.

Pour le lot n° 5 : Disques pour autolaveuses et monobrosses:

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$$CR = 0,875 * i1/I1 + 0,125$$

où

i1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32 – Autres produits manufacturés en vigueur Dernier indice connu à la date de la demande de révision.

I1 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32 – Autres produits manufacturés en vigueur Le mois précédant la date de signature de l'acte d'engagement et pour les révisions suivantes la valeur de l'indice de la révision précédente.

L'application de chaque formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 105%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

ARTICLE 10. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 12. MODALITES DE PAIEMENT

12.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

12.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. **Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures transmises en dehors du portail de facturation seront rejetées.**

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer une facture les éléments suivants sont nécessaires :

Information sur l'Acheteur:

Nom : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS

SIRET : 21940033000011

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 13. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

13.1. Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

13.2. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire fournit tous les ans un rapport d'exécution faisant état des statistiques et données de consommation.

Une réunion de lancement intervient après notification du marché afin de s'assurer de la compréhension par tous des modalités d'exécution du marché. Lors de cette réunion sont notamment discutées les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion et précisées les données attendues dans le rapport annuel.

Au cours de l'exécution du marché des réunions de suivi sont organisées pour discuter des données de consommation et au besoin pour ajuster les conditions d'exécution.

13.3. Bons de commande

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 14. EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1. Lieux d'exécution

Les livraisons s'effectuent sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois ainsi que sur le centre de vacances Le Grand Bornand – Haute Savoie – (environ 4 commandes par an), aux adresses exactes indiquées lors de l'élaboration de chaque commande passée sur Internet.

Une liste des sites de livraison (environ 60 sites) est fournie au titulaire dès la notification du marché.

Ce document indique, à titre indicatif, les coordonnées des référents sur chaque site, ainsi que les horaires durant lesquels les livraisons pourront être effectuées.

Le titulaire effectue les livraisons durant les plages horaires indiquées sur ce document.

14.2. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

14.3. Livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

A chaque livraison, copie du bon de livraison sera adressée par mail au magasin municipal.

14.4. Rupture de stock

En cas de rupture de stock prolongée d'un produit (au-delà d'un mois), l'acheteur se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre fournisseur.

Si le prix proposé par ce fournisseur devait être supérieur au prix du BPU, la différence serait alors mise à la charge du titulaire.

14.5. Livraisons complémentaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-4 1° du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes. A cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 15. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Les documents particuliers du marché prévoient que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles. La mise en œuvre de l'action s'effectue dans les conditions prévues ci-dessous.

15.1. Généralités

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le cahier des charges du présent marché public inclut une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra ainsi réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières tel que décrit ci-dessous.

15.2. Publics éligibles

Les profils des publics éligibles au dispositif prévu à la clause d'insertion sont les suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage);
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi;
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième Chance (E2C).

En outre, le facilitateur mentionné ci-après, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socioprofessionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur accès à l'emploi.

Durée d'éligibilité des publics

A/ Règle générale

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion d'un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de vingt-quatre mois. Ceci, sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socioprofessionnels. Les conclusions de cette évaluation annuelle relèvent du dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi.

B / Cas particuliers : le bonus CDI

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant douze mois à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

Si le marché présente une durée d'exécution supérieure à deux ans, les heures de travail réalisées par une même personne embauchée en contrat à durée indéterminée avant la fin des deux premières années d'exécution du marché, pourront être comptabilisées, à l'issue des deux premières années, au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise, pour une durée maximale de deux années supplémentaires d'exécution du marché.

C / Remarque

Si la formation fait partie du contrat de travail les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion. Il s'agit notamment du contrat de professionnalisation, du contrat d'apprentissage, du contrat d'insertion professionnelle Intérimaire (CIPI), du contrat de développement professionnel intérimaire (CDPI), contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI).

15.3. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

Trois solutions sont proposées au titulaire :

- la mise à disposition de salariés,
- l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion(EI) ou une Entreprise Adaptée (EA).

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une Association Intermédiaire (AI),
- d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail),
- d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

Le titulaire s'engage à réaliser, par lot et par an, le nombre d'heures d'insertion suivant :

Lot n° 1 : 42 heures

Lot n° 2 : 15 heures

Lot n° 3 : 62 heures

Lot n° 4 : 7 heures

L'action d'insertion sociale représente environ 5% du nombre total d'heures travaillées sur le marché global.

Toutefois, le titulaire est libre de démarrer une action d'insertion au-delà de ce seuil d'heures.

15.4. Globalisation des heures d'insertion :

Le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où il serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, relevant du cadre territorial d'intervention du facilitateur. Ceci afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par le titulaire et pour faciliter la gestion de ses obligations au regard de la clause d'insertion.

Cette demande de globalisation vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre de clauses d'insertion, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales si les conditions suivantes sont réunies :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion;
- si la mesure recueille l'accord de l'acheteur;
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur;
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. De même, les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées à due proportion à chacun des marchés concernés.

15.5. Intervention d'un facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement au sein du Service Municipal de la Jeunesse qui doit être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Monsieur Khalid KHATTABI
Place du 8 mai 1945
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
01.71.33.52.88 / 06 20 26 66 91
Khalid.khattabi@fontenay-sous-bois.fr

Le facilitateur a pour mission :

- d'informer les entreprises soumissionnaires sur le dispositif de l'insertion;
- de proposer à l'entreprise des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des structures locales de l'insertion et de l'emploi;
- de présélectionner des candidats (vérification de la qualification et de l'éligibilité, évaluation au niveau des compétences) en proposant un nombre raisonnable de candidats adaptés à l'entreprise. Ces personnes sont choisies par le titulaire de marché (ou ses sous-traitants éventuels);
- de réaliser, à partir de la connaissance de la date prévisionnelle de démarrage du marché, et si les délais le permettent, des actions de formation professionnelles préalables à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle;
- de fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

15.6. Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion :

En cas de manquement aux obligations prévues à la présente clause d'insertion le titulaire encourt les pénalités précisées au présent CCAP.

ARTICLE 16. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du marché seront établies dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 17. PROPRIETE INTELLECTUELLE

17.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 18. ADMISSION

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

ARTICLE 19. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de l'admission.

ARTICLE 20. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

20.1. Protection des données à caractère personnel :

Le Titulaire est informé de son obligation de se conformer aux lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment :

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil européens du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit "RGPD" ;

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dite "loi informatique et libertés"

Si les données traitées dans le cadre du présent marché venaient à contenir des données à caractère personnel, les parties à s'engagent à s'en avertir mutuellement et à signer un accord spécifique précisant les modalités de traitement, de sécurité et d'accès aux dites données.

Un manquement par le titulaire ou l'un de ses sous-traitants aux obligations relatives à la protection des données personnelles, pourra être considéré comme une faute susceptible de justifier la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCP.

20.2. Obligation de confidentialité :

Le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité en application des dispositions de l'article 5-1 du CCAG-FCS.

Un manquement par le titulaire ou l'un de ses sous-traitants aux obligations relatives à la confidentialité, pourra être considéré comme une faute susceptible de justifier la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP

20.3. Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

20.4. Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux bien de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 21. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

En outre, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur, dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, toutes modifications affectant ses statuts ou son fonctionnement, ainsi que tout événement pouvant entraîner un changement de contrôle ou de direction qui pourrait influencer le déroulement du marché. Et notamment, les changements des personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire, de forme juridique et sociale du titulaire, de raison sociale ou de dénomination, de siège social et/ou de capital social, de domiciliation bancaire et de manière générale.

Les autres obligations du titulaire sont explicitées aux articles 5 à 9 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens nécessaires afin d'assurer le niveau de qualité défini dans le marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance de ces dispositions pour s'exonérer de son obligation de résultat ou demander un complément de facturation.

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution de la prestation, ainsi que des vols ou des indiscrétions qui pourraient être commis par ses préposés. Il est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel devra faire preuve de la plus grande correction, et sera également tenu à la confidentialité.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 22. PENALITES ET PRIMES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

22.1. Pénalités de retard

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent donner lieu à l'application de pénalités par l'acheteur, sans mise en demeure préalable. Ces pénalités sont cumulables.

Délai concerné	Montant de la pénalité encourue
Retrait et installation en simultané des équipements de distribution	50 € HT par jour ouvré de retard
Jour de livraison	10 % du montant de la commande par jour ouvré de retard

L'acheteur pourra ne pas attendre la livraison définitive avant d'appliquer les pénalités, dès lors qu'un retard de 30 jours aura été constaté.

22.2. Pénalités pour non-respect des règles liées à la tarification, à la livraison ou à la facturation

Le titulaire encourt une pénalité de 150 € par manquement constaté à compter du 3ème manquement.

Ceci en cas de non-respect des règles relatives :

- à la tarification appliquée, notamment devis ou facturation ne respectant pas les prix du marché ;
- à la livraison, notamment bon de livraison absent ou ne reprenant pas les données indiquées dans le marché ;
- à la facturation, notamment facture non transmises via la plateforme Chorus ou ne reprenant pas les données règlementaires ou celles indiquées dans le présentant marché.

22.3. Autres pénalités

Les autres pénalités pouvant s'appliquer dans le cadre de l'exécution du marché sont les suivantes :

Prestation concernée	Montant de la pénalité encourue
Maintenance préventive des équipements de distribution	10 € HT pour non réalisation d'une visite de site
Maintenance curative des équipements de distribution	50 € HT par jour de retard
Formation et accompagnement des agents à l'utilisation des produits	50 € HT pour non réalisation dans un délai d'un mois suite à la demande
Communication des plans et protocoles	1 € HT par document non fourni dans la limite de 200 € HT par mois de retard
Dépose des équipements mis à disposition	300 € HT pour non réalisation et 40 € HT pour non retrait à compter du jour prévu pour la dépose

Par ailleurs, en cas de non-conformité constatée sur la qualité des produits (dégâts, défaut d'un produit), ou d'erreur sur la livraison et sur les références, le titulaire s'engage à intervenir pour procéder à l'échange de produit ou au remplacement dans un délai de 3 jours ouvrés maximum.

Les produits seront considérés comme non livrés et les pénalités de retard s'appliqueront.

22.4. Pénalités travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs au travail dissimulé.

Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

A défaut de correction des irrégularités au regard des dispositions du code du travail, l'acheteur peut résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

22.5. Pénalités clause d'insertion

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il est appliqué une pénalité de 45 euros par heure d'insertion non réalisée.

Une pénalité est également appliquée si le titulaire ne transmet pas dans les délais requis les attestations et justificatifs permettant le contrôle de l'exécution des actions d'insertion. Le montant de la pénalité est de 100 euros par jour de retard à compter de la réception de la mise en demeure adressée au titulaire de se conformer à son obligation de transmission ou de fournir des documents aptes à permettre un contrôle effectif.

22.6. Modalités d'application des pénalités

Sauf mention particulière, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS les pénalités sont applicables pour chaque dépassement des délais d'exécution ou en cas de manquement sur simple constat du retard ou du manquement, sans mise en demeure préalable.

Les modalités de calcul des pénalités sont précisées pour chacune d'elles au présent CCAP. Pour l'application des pénalités, un titre de recette est émis et facturé directement au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS les pénalités sont plafonnées à 50% du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3, du CCAG FCS les pénalités sont dues dès le 1er euro et aucune exonération ne sera appliquée.

Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de ses obligations contractuelles ni d'éventuelles indemnités en cas de surcoût pour l'acheteur du fait des retards ou manquements.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire exécuter tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

22.7. Dérogations ou précisions relatives aux primes

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 23. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 24. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

24.1. Principes généraux

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

24.2. Résiliation pour événements liés au marché

Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint

Lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement et si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, l'acheteur se réserve, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS, la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute, de la totalité du marché ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

24.3. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute du titulaire.

Postérieurement à la signature du marché, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts ; le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

24.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

ARTICLE 25. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Melun

Tél. : 01 60 56 66 30

Fax : 01 60 56 66 10

Email : greffe.ta-melun@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Comité consultatif international de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris (CCIRA de Paris)

Tél. : 0182524272

Fax : 0182524295

Email : ccira@paris-idf.gouv.fr

PARTIE 7. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.